

**AFRISTAT**  
**OBSERVATOIRE ECONOMIQUE ET STATISTIQUE D'AFRIQUE**  
**SUBSAHARIENNE**

**DEUXIEME ATELIER DE TRAITEMENT DES DONNEES DU VOLET**  
**« SECTEUR INFORMEL »**

**PARSTAT**

**Bamako, du 12 au 23 mai 2003**

**RELEVÉ DE CONCLUSIONS**

## **DEUXIEME ATELIER DE TRAITEMENT DES DONNEES DU VOLET « SECTEUR INFORMEL » DU PARSTAT**

**BAMAKO : 12 au 23 Mai 2003**

### **RELEVÉ DE CONCLUSIONS**

#### **Point n°1 : Introduction**

Le deuxième atelier de traitement des données du volet « Secteur informel » du programme PARSTAT (Programme d'appui régional statistique à la surveillance multilatérale) s'est tenu du 12 au 23 mai 2003 dans la salle de conférence de l'hôtel Mandé de Bamako. A cette réunion, chacun des sept Etats membres (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo) engagé dans ce volet du Programme était représenté par deux participants. Ont également pris part aux travaux deux représentants de la Commission de l'UEMOA. L'atelier était animé par des experts d'AFRISTAT et de DIAL.

Le mot de bienvenue a été prononcé par le Coordonnateur du Département des enquêtes et statistiques qui représentait le Directeur Général d'AFRISTAT en mission. Après le discours d'ouverture du Directeur des statistiques et des études économiques au Département des politiques économiques de la Commission de l'UEMOA, le programme de travail a été adopté.

Le programme de travail, le discours d'ouverture et la liste des participants figurent en annexe.

#### **Point n°2 : Présentation des objectifs de l'atelier**

Les experts d'AFRISTAT ont fait une présentation des objectifs de l'atelier à savoir :

- faire le point de la publication des premiers résultats de la phase 1 pour les quatre pays de la première vague (Bénin, Burkina Faso, Mali, Togo) ayant participé à l'atelier de l'année dernière et de l'avancement des travaux d'apurement de la phase 1 pour les trois pays de la seconde vague (Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal) ;
- finaliser le calcul des coefficients d'extrapolation de la phase 2 ;
- finaliser l'apurement des données de la phase 2 ;
- entreprendre le traitement pour la sortie des premiers résultats.

Ensuite, l'encadrement du projet a mis l'accent sur le calendrier très serré qui demande une grande disponibilité des participants.

D'un point de vue général, un équilibre a dû être trouvé entre deux méthodes concurrentes :

- produire des résultats rapidement sous la conduite des encadreurs (risque de substitution) ;
- réaliser une véritable formation pédagogique aux techniques d'analyse (renforcement des capacités).

A l'issue de l'atelier, la combinaison de ces deux méthodes a conduit à de bons résultats.

### **Point n° 3 : Etat d'avancement des travaux dans les pays**

Les participants ont tour à tour présenté le niveau d'avancement des travaux dans leurs pays respectifs.

Pour ce qui est de la phase 1, l'atelier de 2002 a été positif puisque les premiers résultats sont disponibles dans les quatre pays de la première vague. Ils sont publiés dans trois pays : le Bénin, le Mali et le Togo. La publication est prête au Burkina Faso, mais ce pays tient à organiser un séminaire national avant de mettre les résultats à la disposition du public. Quant aux pays de la vague 2, les données déjà saisies dans les trois pays sont en cours d'apurement en Côte d'Ivoire, au Niger et l'apurement démarre au Sénégal. La Côte d'Ivoire a par ailleurs entamé les travaux d'analyse en vue de la publication des premiers résultats.

Pour ce qui est de la phase 2, la collecte et la saisie des données sont achevées dans six pays, à l'exception du Sénégal où ces opérations se poursuivent. Les travaux d'apurement sont globalement avancés dans les quatre pays de la première vague, mais à peine entamés dans les autres pays. Toutefois même dans les pays où l'apurement est avancé, des problèmes importants de cohérence d'ensemble des données demeurent non résolus. Parmi ces problèmes, on peut citer le cas des unités de production informelles (UPI) ayant une valeur ajoutée négative et celui plus général des valeurs aberrantes d'un certain nombre de variables numériques et des variables devant permettre de prendre en compte les variations saisonnières dans l'estimation des agrégats annuels. Par ailleurs, les coefficients d'extrapolation ne sont pas encore calculés.

Quant à la phase 3, financée par la France et la Banque Mondiale, la collecte et la saisie sont achevées au Bénin, au Mali et au Togo et l'apurement est en cours. La collecte est en cours au Burkina Faso et au Sénégal. Les travaux ont été interrompus au Niger pour cause de difficultés techniques alors qu'en Côte d'Ivoire, les événements de septembre 2002 en ont empêché la réalisation jusqu'à ce jour.

Globalement, le Sénégal accuse un retard important par rapport aux autres pays. Ce retard est inhérent d'une part au retard dans le décaissement des fonds, et d'autre part à l'allongement des opérations de collecte de la phase 1 à cause de la taille relativement plus élevée des ménages dans ce pays. Par conséquent, toutes les énergies devraient être mobilisées pour rattraper ce retard<sup>1</sup>.

### **Point n° 4 : Calcul des coefficients d'extrapolation de la phase 2**

L'équipe d'encadrement s'est penchée sur le calcul des coefficients d'extrapolation de la phase 2. Deux difficultés se sont présentées : le problème des remplacements dans l'échantillon de départ et celui des déperditions entre les deux phases de

---

<sup>1</sup> Un tableau présentant la taille de l'échantillon pour chaque phase et chaque pays est présenté en annexe.

l'enquête (individus considérés comme chef d'UPI en phase 1 et qui n'en étaient pas, chefs d'UPI ayant changé d'activité, chefs d'UPI non retrouvés).

Les calculs des coefficients définitifs ont été faits pour trois pays (Bénin, Mali et Togo). Pour trois autres pays (Burkina, Côte d'Ivoire et Niger), les pondérations provisoires ont été calculés. Les calculs définitifs seront faits dès que les dernières corrections seront réalisées sur le fichier de l'échantillon des UPI. Enfin, il faudra attendre la fin des opérations de saisie et d'apurement des phases 1 et 2 pour effectuer le même travail pour le Sénégal.

### **Point n° 5 : Apurement des données de la phase 2**

Le point du niveau d'avancement des travaux d'apurement a été fait par pays. Pour ce faire, les programmes d'apurement ont été exécutés sur les fichiers de chaque pays. Suite à ce test, les participants se sont penchés sur les corrections restant à effectuer. Les erreurs ont été classées en trois types : les erreurs mineures de logique de remplissage du questionnaire pouvant être corrigées sans référence aux questionnaires, les erreurs plus délicates demandant un retour aux questionnaires, et enfin les non-déclarations qui ne pourront pas être corrigées. Les erreurs du premier type ont été corrigées.

Par ailleurs, la question de certains traitements préalables à l'analyse a été abordée. Il s'agit d'une part du problème des UPI dont les charges sont supérieures au chiffre d'affaires ou qui déclarent un chiffre d'affaires ou des charges nulles. Des méthodes d'imputation des données ont été explorées, elles seront définitivement arrêtées lors du prochain atelier. D'autre part, la méthode de prise en compte des variations saisonnières pour l'estimation des agrégats sur une base annuelle a été arrêtée.

De plus, pour deux des pays de la seconde vague qui disposent déjà de fichiers (Côte d'Ivoire et Niger), un point a également été fait sur l'apurement des fichiers de la phase 1.

### **Point n° 6 : Premiers résultats de la phase 2**

Le plan d'analyse de la phase 2 comporte six chapitres. Chacun des chapitres a été présenté aux participants. Cette présentation incluait la définition des concepts, les principaux tableaux et indicateurs à produire et les méthodes de programmation pour y arriver. En outre, pour des besoins d'harmonisation, la définition des variables agrégées importantes (secteur d'activité : regroupement de branche, statut dans l'emploi, etc.) a été faite à l'identique dans tous les pays après discussions.

Chaque pays disposait d'un rapport complet de la publication définitive phase 2 réalisée à Madagascar (résultats grandeur nature). A la fin de l'atelier, chaque équipe a pu produire les tableaux de trois à quatre des six chapitres.

Une réflexion va être menée par AFRISTAT, DIAL et l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) du Bénin pour compléter le plan d'analyse par un septième chapitre relatif à «La sécurité sociale dans le secteur informel».

## Point n° 7 : Perspectives

Un grand pas en vue de la publication des résultats de la phase 2 a été accompli. Toutefois, le volume de travail restant à effectuer pour disposer de cette publication est encore important. Un second atelier est prévu dans quatre semaines. L'objectif de cet atelier est de finaliser les publications de la phase 1 pour les trois pays de la vague 2 et de finaliser celles de la phase 2 pour tous les pays. Cet objectif requiert un engagement total des pays dans les semaines qui viennent. Les participants ont souscrit à cet engagement.

De plus, pour aboutir aux objectifs fixés initialement avec un standard de qualité de données acceptables, un certain nombre de problèmes doivent être traités.

Phase 1 Sénégal. Un nombre anormalement élevé de fiches individuelles (enquête emploi pour les personnes de 10 ans et plus) sont absentes du fichier actuel. Pour ne pas compromettre la qualité des données, il est important qu'un effort supplémentaire soit fait à la Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS) pour les récupérer.

Phase 2 Niger. Le nombre de questionnaires effectivement rempli est très insuffisant par rapport à la cible initiale (1 000 UPI) qui a été atteinte dans les autres pays. Un complément d'UPI doit être enquêtées, à tirer dans la base de sondage de la phase 1. Les conditions techniques pour collecter ce complément ne posent pas de problèmes. En revanche, les conditions logistiques doivent être mises en place par la Direction de la Statistique et des Comptes Nationaux (DSCN).

Phase 3 Niger. Il a été convenu avec la délégation de ce pays que la phase 3 serait réalisée sur un échantillon final de 576 ménages dans les semaines qui viennent (juin/juillet 2003).

Phase 3 Côte d'Ivoire. D'après la délégation de la Côte d'Ivoire, les conditions sont maintenant réunies pour réaliser la phase 3. Rien ne s'oppose donc à sa réalisation. Cependant, compte tenu des demandes nationales et internationales d'étude de l'impact de la crise sur les ménages, le dispositif d'enquêtes pourrait être modifié pour répondre à cette préoccupation. Plusieurs cas de figure peuvent être envisagés :

- a) réaliser seulement la phase 3 comme prévu (576 ménages), éventuellement compléter par un module léger centré sur l'impact de la crise.
- b) reconduire la phase 1 sur le panel de 2 500 ménages enquêtés en mai/juin 2002, en ajoutant un module sur l'impact de la crise.
- c) solution b) à laquelle viendrait s'ajouter une phase 3, telle que prévue initialement.

Les propositions b) et c) plus ambitieuses ont bien sûr une incidence financière. Il a été convenu d'explorer des pistes d'un financement complémentaire.

**Point n° 8 : Questions diverses**

Deux exposés sur les travaux en cours relatifs à la valorisation des données des modules « Gouvernance » et « Démocratie » en Côte d'Ivoire et au Bénin ont également été présentés par DIAL et l'INSAE du Bénin. Les participants ont encouragé la réalisation de tels travaux pour les autres pays.

Les participants ont bénéficié d'une initiation au logiciel STATA présenté par DIAL.

**Point n° 9 : Adoption du relevé de conclusions**

Le relevé de conclusions a été adopté après amendements.

## **ANNEXE 1 : Recommandations**

R1. Les résultats déjà obtenus doivent être encore mieux valorisés. Les quatre pays de la première vague disposent des premiers résultats définitifs et trois de ces pays les ont publiés. Pour aller plus loin, les participants recommandent que :

- le Burkina s'engage à publier les premiers résultats ;
- les quatre pays de la vague 1 s'engagent à diffuser largement cette publication et organisent une séance de restitution publique.

R2. Les participants recommandent que les résultats des différentes phases soient disponibles dans les meilleurs délais en vue d'une exploitation régionale. Dans cette perspective, les participants ont souhaité qu'un appui soit apporté aux pays de la deuxième vague pour accélérer les travaux.

R3. Les participants recommandent fortement la réalisation de l'un des deux scénarios b) ou c) proposés au §7 en vue d'étudier l'impact de la crise sur les conditions de vie des ménages en Côte d'Ivoire.

## ANNEXE 2 : Echantillon des trois phases dans les pays

Taille de l'échantillon de l'enquête 1-2-3 dans les pays(\*)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Echantillon des ménages de la phase 1	3001	2458	2494	2458	2500	2483	2500
UPI dans le fichier	1023	988	999	995	907	832	1123
UPI renseignées	952	988	999	987	749	601	960
Echantillon des ménages de la phase 3	876		-	1008			570

Pour le Sénégal, la taille de l'échantillon de la phase 2 est provisoire dans la mesure où la saisie se poursuit

Discours prononcé par Monsieur Abdoulaye DIOP, Directeur des Etudes et des Statistiques Economiques à la Commission de l'UEMOA, à l'occasion de l'ouverture des travaux de l'atelier sur le traitement des données de la phase 2 de l'enquête sur le secteur informel.

Mesdames et Messieurs les experts des Etats membres de l'UEMOA  
Messieurs les experts d'AFRISTAT  
Madame et Messieurs les experts de DIAL (France)  
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord, au nom du Président de la Commission de l'UEMOA, et en mon nom propre, vous souhaiter la bienvenue à Bamako où nous organisons cet atelier en liaison avec AFRISTAT qui s'emploie, à chacune de vos réunions, à vous assurer les meilleures conditions de séjour et de travail possible. Le volet « secteur informel » du programme PARSTAT qui est l'objet de notre réunion doit nous conduire, comme vous le savez, à la réalisation d'enquêtes sur l'emploi et le secteur informel dans la principale agglomération des Etats membres de l'UEMOA exceptée la Guinée Bissau.

Permettez moi de rappeler à votre attention les objectifs immédiats visés par cette étude. Il s'agit notamment à partir de ces enquêtes :

- de disposer d'informations fiables et comparables, d'une part, sur l'emploi en milieu urbain et, d'autre part, sur les principales caractéristiques du secteur informel ;
- d'améliorer la fiabilité et la comparabilité des PIB des Etats membres de l'UEMOA ;
- d'analyser au plan régional le rôle du secteur informel dans les économies nationales ;
- de mettre en place un dispositif de suivi de l'emploi et du secteur informel permettant de mieux appréhender l'impact économique et social des politiques économiques.

Dans le cadre de la réalisation de cette enquête, compte tenu de la disponibilité des ressources humaines et des contraintes de calendrier dans les pays, ces derniers ont été judicieusement répartis en deux

groupes dont le premier comprend le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Togo et le second la Côte d'Ivoire, le Niger et le Sénégal.

Il convient de rappeler qu'un premier séminaire de validation méthodologique s'est tenu avec succès en juin 2001 à Bamako. Cette rencontre dont l'objet était de discuter des questions techniques de l'enquête a conduit à l'adoption de la méthodologie des enquêtes de type 123.

En juin 2002, les pays du premier groupe avaient pu mener à bien toutes les opérations visées à savoir la collecte, la saisie, le traitement et l'analyse de la phase 1. Ainsi, un atelier sur l'apurement des fichiers et l'analyse des résultats a été organisé à Bamako, à leur intention avec l'appui technique d'AFRISTAT et de DIAL.

Le présent atelier est le deuxième du genre, il réunit les cadres des INS qui ont en charge les études sur le secteur informel. Il a pour objectif de les appuyer dans le traitement des données de la phase 2 de l'enquête sur le secteur informel.

Par ailleurs, je voudrais vous informer qu'un troisième atelier sera organisé ici même à Bamako en juin 2003 en deux volets. Un premier volet sera consacré à l'analyse des données de la phase 1 pour la Côte d'Ivoire, le Niger et le Sénégal. Le second volet s'attachera à l'analyse des données de la phase 2 pour l'ensemble des pays de l'UEMOA hors Guinée Bissau.

Mesdames, Messieurs les Experts,

C'est l'occasion d'adresser nos remerciements à l'Union Européenne, dont l'appui financier constant a permis la réalisation des actions que nous menons sur le secteur informel et en particulier l'organisation du présent atelier. Nos remerciements vont également à AFRISTAT et à DIAL pour l'assistance technique de qualité dont ils font preuve dans la mise en œuvre de cet important projet.

Mesdames, Messieurs les Experts,

Comme vous le savez, les résultats de cet atelier auront un impact crucial sur l'avancée des travaux sur le secteur informel qui devront

s'achever au plus tard en décembre 2003. C'est pourquoi, je souhaite vivement que vos travaux se déroulent, comme par le passé, avec le maximum d'efficacité pour atteindre les objectifs visés.

En souhaitant plein succès à vos travaux, je déclare ouvert, l'atelier sur le traitement des données de la phase 2 de l'enquête sur le secteur informel.

Je vous remercie.

**PROJET DE CALENDRIER DES TRAVAUX  
DEUXIEME ATELIER DE TRAITEMENT DES DONNEES DU VOLET "SECTEUR INFORMEL"  
DU PROGRAMME PARSTAT**

**LUNDI, 12 MAI 2003**

- 08 h 30-09h00 Arrivée et installation des participants
- 09h00-09h30 Ouverture des travaux et adoption de l'ordre du jour
- 09h30-10h00 Présentation des objectifs de l'atelier
- 10h00-10h20 Pause café
- 10h20-12h30 Etat d'avancement des travaux et point sur la qualité des données (30 mn par pays)
- 12h30-13h30 Pause déjeuner
- 13h30-16h30 Concepts pour le traitement des données de la phase 2

**MARDI, 13 MAI 2003**

- 08 h 30-10h00 Finalisation de l'apurement des données de la phase 2
- 10h00-10h20 Pause café
- 10h20-12h30 Finalisation de l'apurement des données de la phase 2
- 12h30-13h30 Pause déjeuner
- 13h30-16h30 Finalisation de l'apurement des données de la phase 2

**MERCREDI, 14 MAI 2003**

- 08 h 30-10h00 Finalisation de l'apurement des données de la phase 2
- 10h00-10h20 Pause café
- 10h20-12h30 Finalisation de l'apurement des données de la phase 2
- 12h30-13h30 Pause déjeuner
- 13h30-16h30 Finalisation de l'apurement des données de la phase 2

**JEUDI, 15 MAI 2003**

- 08 h 30-10h00 Calcul des coefficients d'extrapolation de la phase 2  
10h00-10h20 Pause café  
10h20-12h30 Calcul des coefficients d'extrapolation de la phase 2  
12h30-13h30 Pause déjeuner  
13h30-16h30 Calcul des coefficients d'extrapolation de la phase 2

**VENDREDI, 16 MAI 2003**

- 08 h 30-10h00 Calcul des coefficients d'extrapolation de la phase 2  
10h00-10h20 Pause café  
10h20-12h30 Calcul des coefficients d'extrapolation de la phase 2  
12h30-13h30 Pause déjeuner  
13h30-16h30 Calcul des coefficients d'extrapolation de la phase 2

**LUNDI, 19 MAI 2003**

- 08 h 30-10h00 Premiers résultats phase 2  
10h00-10h20 Pause café  
10h20-12h30 Premiers résultats phase 2  
12h30-13h30 Pause déjeuner  
13h30-16h30 Premiers résultats phase 2

**MARDI, 20 MAI 2003**

- 08 h 30-10h00 Premiers résultats phase 2  
10h00-10h20 Pause café  
10h20-12h30 Premiers résultats phase 2  
12h30-13h30 Pause déjeuner  
13h30-16h30 Premiers résultats phase 2

### **MERCREDI, 21 MAI 2003**

08 h 30-10h00 Premiers résultats phase 2

10h00-10h20 Pause café

10h20-12h30 Premiers résultats phase 2

12h30-13h30 Pause déjeuner

13h30-16h30 Premiers résultats phase 2

### **JEUDI, 22 MAI 2003**

08 h 30-10h00 Premiers résultats phase 2

10h00-10h20 Pause café

10h20-12h30 Premiers résultats phase 2

12h30-13h30 Pause déjeuner

13h30-14h30 Premiers résultats phase 2

14h30-16h30 Premiers résultats phase 2

### **VENDREDI, 23 MAI 2003**

08 h 30-10h00 Premiers résultats phase 2

10h00-10h20 Pause café

10h20-12h30 Perspectives

12h30-13h30 Pause déjeuner

15h30-18h00 Adoption du relevé de conclusions

# LISTE DES PARTICIPANTS

## A L'ATELIER DE TRAITEMENT DES DONNEES DE LA PHASE 2 DU VOLET "SECTEUR INFORMEL" DU PROGRAMME PARSTAT

Nom et Prénom	Pays ou Institution	Fonction	Adresse	Tel/Fax/E-mail
Monsieur Moussiliou MOUSTAPHA	BENIN	Directeur des statistiques sociales (INSAE)	B.P. 323 Cotonou	Tél. (229) 30 82 44/30 82 38 Fax (229) 30 82 46 E-mail : <a href="mailto:mouss_djimah@yahoo.com">mouss_djimah@yahoo.com</a>
Monsieur Edmond ADJIKPE	BENIN	(INSAE)	B.P. 323 Cotonou	Tél. (229) 30 82 44/30 82 45 Fax (229) 30 82 46 E-mail : <a href="mailto:adjikped@yahoo.fr">adjikped@yahoo.fr</a>
Monsieur Ibrahim SORY	BURKINA FASO	(INSD)	01 B.P. 374 Ouagadougou 01	Tél. (226) 32 42 69 / 32 43 98 Fax (226) 32 61 59 E-mail : <a href="mailto:ibsory@yahoo.fr">ibsory@yahoo.fr</a>
Monsieur Namaro YAGO	BURKINA FASO	(INSD)	01 B.P. 374 Ouagadougou 01	Tél. (226) 32 42 69 / 32 42 02 Fax (226) 32 61 59 E-mail : <a href="mailto:yagon@yahoo.com">yagon@yahoo.com</a>
Monsieur Moïse Georges ENOH	COTE D'IVOIRE	Chef de Division des statistiques sociales	01 B.P. V55 Abidjan 01	Tél. (225) 20 21 05 38/20 2138 80 LD Fax (225) 20 21 63 27 E-mail : <a href="mailto:Moses_enoh@yahoo.fr">Moses_enoh@yahoo.fr</a>
Monsieur Michel AMANI	COTE D'IVOIRE	Chef de service Emploi et Conditions de vie des ménages	01 B.P. V55 Abidjan 01	Tél. (225) 20 21 05 38/ 23 50 86 99 Fax (225) 20 21 63 27 E-mail : <a href="mailto:michelamani_insci@yahoo.fr">michelamani_insci@yahoo.fr</a>
Monsieur Ali SACKO	MALI	Statisticien - Coordinateur technique adjoint de l'enquête 1-2-3 (DNSI)	B.P. 12 Bamako	Tél. (223) 222 24 55 Fax (223) 222 71 45
Monsieur Seydou DIALLO	MALI	Informaticien (DNSI)	B.P. 12 Bamako	Tél. (223) 222 24 55 Fax (223) 222 71 45 E-mail : <a href="mailto:seydou.diallo2@caramail.com">seydou.diallo2@caramail.com</a>
Monsieur Abdoulaye Aboubacar DJIMRAO	NIGER	(DSCN)	B.P. 862 Niamey	Tél. (227) 72 35 60 Fax (227) 72 35 60 E-mail : <a href="mailto:adjimrao@caramail.com">adjimrao@caramail.com</a>
Madame Amadou ZALEHA	NIGER	(DSCN)	B.P. 862 Niamey	Tél. (227) 72 35 60 Fax (2271) 72 35 60 E-mail : <a href="mailto:Zamadou@caramail.com">Zamadou@caramail.com</a>
Monsieur Mbacké BA	SENEGAL	(DPS)	B.P. 116 Dakar	Tél. (221) 824 03 01/824 90 03 Fax (221) 824 90 01 E-mail : <a href="mailto:dps@telecomplus.sn">dps@telecomplus.sn</a>
Monsieur Tiécouta NDIAYE	SENEGAL	(DPS)	B.P. 116 Dakar	Tél. (221) 824 03 01/824 90 03 Fax (221) 824 90 01 E-mail : <a href="mailto:dps@telecomplus.sn">dps@telecomplus.sn</a>
Monsieur Ousman KORIKO	TOGO	Chargé de la Direction des Echanges et de la Coordination, Coordonnateur enquête 1-2-3	B.P. 118 Lomé	Tél. (228) 221 62 24 / Cel. 903 18 62 Fax (2281) 221 27 75 E-mail : <a href="mailto:ouskoriko@yahoo.fr">ouskoriko@yahoo.fr</a>
Monsieur Ayité AYIVFAMAH	TOGO	Statisticien-informaticien ; enquête 1-2-3	B.P. 118 Lomé	Tél. (228) 221 62 24 / 947 79 12 cel. Fax (2281) 221 27 75 E-mail : <a href="mailto:francis_ayivi@yahoo.fr">francis_ayivi@yahoo.fr</a>

**LISTE DES PARTICIPANTS**  
**A L'ATELIER DE TRAITEMENT DES DONNEES DE LA PHASE 2 DU VOLET "SECTEUR INFORMEL" DU PROGRAMME PARSTAT (suite)**

Nom et Prénom	Pays ou Institution	Fonction	Adresse	Tel/Fax/E-mail
Monsieur Abdoulaye DIOP	Commission UEMOA	Directeur - Département des politiques Economiques	01 B.P. 543 Ouagadougou 01	Tél. (226) 31 88 73/74/75/76 poste 308 Fax (226) 31 88 72 E-mail : <a href="mailto:abdoulaye.diop@uemoa.int">abdoulaye.diop@uemoa.int</a>
Monsieur Pascal BAZIN	Commission UEMOA	Expert statisticien-économiste - Département des politiques Economiques	01 B.P. 543 Ouagadougou 01	Tél. (226) 31 88 73/74/75/76 poste 331 Fax (226) 31 88 72 E-mail : <a href="mailto:pascal.bazin@uemoa.int">pascal.bazin@uemoa.int</a>
Madame Constance TORELLI	DIAL	Statisticienne	4, rue d'Enghien, 75010, Paris, France	Tél. (33) 01 53 24 14 50 Fax (33) 01 53 24 14 51 E-mail : <a href="mailto:torelli@dial.prd.fr">torelli@dial.prd.fr</a>
Monsieur Alain BRILLEAU	DIAL	Statisticien	4, rue d'Enghien, 75010, Paris, France	Tél. (33) 01 53 24 14 50 Fax (33) 01 53 24 14 51 E-mail : <a href="mailto:brilleau@dial.prd.fr">brilleau@dial.prd.fr</a>
Monsieur Mathias KUEPIE	DIAL	Démographe	4, rue d'Enghien, 75010, Paris, France	Tél. (33) 01 53 24 14 50 Fax (33) 01 53 24 14 51 E-mail : <a href="mailto:kuépié@dial.prd.fr">kuépié@dial.prd.fr</a>
Monsieur François ROUBAUD	DIAL	Economiste/Statisticien	4, rue d'Enghien, 75010, Paris, France	Tél. (33) 01 53 24 14 50 Fax (33) 01 53 24 14 51 E-mail : <a href="mailto:roubaud@dial.prd.fr">roubaud@dial.prd.fr</a>
Monsieur Prosper BACKINY -YETNA	AFRISTAT	Expert secteur informel, emploi et pauvreté	B.P. E 1600 Bamako	Tél. (223) 21 55 00/21 60 71 Fax (223) 21 11 40 E-mail : <a href="mailto:prosper.backiny@afriostat.org">prosper.backiny@afriostat.org</a>
Monsieur Siriki COULIBALY	AFRISTAT	Expert en analyse de la pauvreté	B.P. E 1600 Bamako	Tél. (223) 21 55 00/21 60 71 Fax (223) 21 11 40 E-mail : <a href="mailto:siriki.coulibaly@afriostat.org">siriki.coulibaly@afriostat.org</a>
Monsieur Eloi OUEDRAOGO	AFRISTAT	Expert Statistique agricole	B.P. E 1600 Bamako	Tél. (223) 21 55 00/21 60 71 Fax (223) 21 11 40 E-mail : <a href="mailto:eloi.ouedraogo@afriostat.org">eloi.ouedraogo@afriostat.org</a>
Monsieur Paul-Henri WIRRANKOSKI	AFRISTAT	Expert, enquêtes auprès des ménages	B.P. E 1600 Bamako	Tél. (223) 21 55 00/21 60 71 Fax (223) 21 11 40 E-mail : <a href="mailto:paul-henri.wirrakoski@afriostat.org">paul-henri.wirrakoski@afriostat.org</a>